

## À propos de CGI

Fondé en 1976, le Groupe CGI inc. (« CGI ») figure parmi les plus importantes entreprises indépendantes de services en technologies de l'information (TI) et en gestion des processus d'affaires dans le monde. CGI et ses entreprises affiliées emploient environ 25 000 professionnels. CGI offre la gamme complète des services en TI et en gestion des processus d'affaires à des clients du monde entier, à partir de ses bureaux au Canada, aux États-Unis d'Amérique (« États-Unis »), en Europe et en Asie Pacifique, ainsi qu'à partir de ses centres d'excellence en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Les produits annualisés de CGI s'établissent actuellement à 3,6 milliards de dollars (3,1 milliards de dollars US) et, au 31 décembre 2006, son carnet de commandes s'élevait 12,6 milliards de dollars (10,9 milliards de dollars US). Les actions de CGI sont inscrites à la Bourse de Toronto (GIB.A) ainsi qu'à celle de New York (GIB). Elles figurent dans l'indice composé S&P/TSX, dans l'indice plafonné de la technologie de l'information S&P/TSX et dans l'indice des titres à moyenne capitalisation.

# Nos chiffres...



## Groupe CGI inc. Rapport trimestriel 1

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006

### Bourses

Toronto : GIB.A

New York : GIB

### Actions en circulation (au 31 décembre 2006)

294 900 959 actions subalternes classe A\*

34 208 159 actions classe B

\* Nota - Il y a, inclus dans le nombre d'actions subalternes classe A en circulation, 78 900 actions qui furent rachetées à la fin du premier trimestre. Elles étaient toujours détenues par la Société, demeuraient impayées et n'étaient pas encore annulées.

### Performance du titre au cours du premier trimestre de l'exercice 2007

| Bourse de Toronto (\$CAN)                         | Bourse de New York (\$US)                      |
|---|--|
| Ouverture : 7,31                                  | Ouverture : 6,65                               |
| Haut : 8,39                                       | Haut : 7,31                                    |
| Bas : 6,98  | Bas : 6,20                                     |
| Fermeture : 8,13                                  | Fermeture : 6,96                               |
| Moyenne des transactions quotidiennes : 1 171 558 | Moyenne des transactions quotidiennes : 33 822 |

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Société de fiducie Computershare du Canada  
800 564-6253

### Relations avec les investisseurs

Lorne Gorber  
Vice-président, Communications mondiales et  
Relations avec les investisseurs  
Téléphone : (514) 841-3355  
lorne.gorber@cgi.com

[www.cgi.com](http://www.cgi.com)

# Groupe CGI inc.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006

### Table des matières

|  |    |  |    |
|--|----|--|----|
| PORTÉE DE L'ANALYSE.....   | 3  | LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL .....                                      | 17 |
| ÉNONCÉS DE NATURE PRÉVISIONNELLE .....                                   | 3  | ACTIVITÉS D'EXPLOITATION .....   | 17 |
| MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES PCGR.....                       | 4  | ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT .....   | 17 |
| PROFIL DE L'ENTREPRISE.....  | 4  | ACTIVITÉS DE FINANCEMENT .....   | 18 |
| CONTEXTE CONCURRENTIEL .....   | 5  | OBLIGATIONS CONTRACTUELLES .....   | 18 |
| VISION, MISSION ET STRATÉGIE.....  | 5  | LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL .....                                      | 19 |
| VARIATIONS TRIMESTRIELLES .....  | 5  | INDICATEURS DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE ET DES<br>RESSOURCES EN CAPITAL..... | 19 |
| NOUVEAUX CONTRATS, ÉLARGISSEMENTS ET<br>RENOUVELLEMENTS DE CONTRATS..... | 5  | INSTRUMENTS DE FINANCEMENT HORS BILAN ET<br>GARANTIES.....                     | 20 |
| PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA POSITION<br>CONCURRENTIELLE .....        | 6  | CAPACITÉ DE LIVRER LES RÉSULTATS.....  | 20 |
| RACHAT D' ACTIONS.....   | 6  | OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS.....   | 21 |
| APERÇU DU PREMIER TRIMESTRE.....   | 7  | SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES.....                           | 21 |
| POINTS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS .....             | 7  | ESTIMATIONS COMPTABLES IMPORTANTES .....                                       | 21 |
| RÉSULTATS FINANCIERS .....   | 8  | MODIFICATIONS COMPTABLES .....   | 25 |
| PRODUITS .....   | 8  | MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES.....  | 25 |
| <i>Variation des produits</i> .....                                      | 8  | INSTRUMENTS FINANCIERS.....  | 26 |
| <i>Produits selon les secteurs d'affaires</i> .....                      | 9  | RISQUES ET INCERTITUDES .....  | 26 |
| <i>Produits émanant de BCE</i> .....                                     | 11 | RISQUES LIÉS À NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ .....                                  | 26 |
| CHARGES D'EXPLOITATION.....  | 11 | RISQUES LIÉS À NOTRE ENTREPRISE .....  | 28 |
| BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES .....                            | 13 | RISQUES LIÉS AUX ACQUISITIONS D'ENTREPRISES .....                              | 30 |
| FRAIS DE RÉORGANISATION LIÉS À DES ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES .....            | 14 | RISQUES DE MARCHÉ .....  | 31 |
| INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME.....                                  | 15 | INTÉGRITÉ DE LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS .....                               | 31 |
| GAIN À LA VENTE D'ACTIFS.....  | 15 | POURSUITES JUDICIAIRES.....  | 32 |
| IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES .....   | 15 |  |    |
| BÉNÉFICE.....  | 16 |  |    |

## **Groupe CGI inc.**

# **Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation**

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

**Le 30 janvier 2007**

### **Portée de l'analyse**

Tout au long de ce document, nous utilisons les termes « CGI », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner le Groupe CGI inc. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation devrait être lue en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires afférentes pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2006 et 2005, ainsi qu'avec le rapport annuel 2006 de la Société. Les conventions comptables de CGI sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») au Canada, prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), qui diffèrent à certains égards des PCGR aux États-Unis. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

### **Énoncés de nature prévisionnelle**

Toutes les déclarations contenues dans la présente analyse qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits historiques constituent des « énoncés de nature prévisionnelle » au sens de l'article 27A de la loi américaine « Securities Act » de 1933 et de l'article 21E de la loi américaine « Securities Exchange Act » de 1934, dans leurs nouveaux termes, et sont de « l'information prospective » au sens des articles 138.3 et suivants de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario. Ces déclarations et cette information expriment les intentions, projets, attentes et opinions du Groupe CGI inc., sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Compte tenu de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer considérablement de ceux qui sont indiqués. Ces facteurs comprennent notamment, sans s'y limiter, la date d'entrée en vigueur et la valeur de nouveaux contrats, d'acquisitions et d'autres initiatives de la Société; la capacité d'attirer et de retenir du personnel compétent; la concurrence au sein d'une industrie des technologies de l'information en constante évolution; la conjoncture économique et commerciale; le risque de change; ainsi que les hypothèses et autres risques énoncés dans les documents suivants : analyse par la direction incluse dans le rapport annuel de CGI et dans le formulaire 40-F déposé auprès de *U.S. Securities and Exchange Commission* (disponible sur EDGAR à [www.sec.gov](http://www.sec.gov)); notice annuelle déposée auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (disponible sur SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com)). L'emploi aux présentes des termes « penser », « estimer », « s'attendre à ce que », « avoir l'intention », « anticiper », « prévoir », « planifier », ainsi que de tout autre terme de nature semblable et de toute autre forme conjuguée de ces termes, ne sert qu'aux fins d'énoncés de nature prévisionnelle ou d'information prospective. Ces termes ne sont pertinents qu'en date de leur emploi, notamment en ce qui concerne les énoncés relatifs à la performance future. CGI décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser publiquement les énoncés de nature prévisionnelle ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à la survenue d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à ces énoncés de nature prévisionnelle ou à cette information prospective. Vous trouverez dans la section « Risques et incertitudes » de plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon notable des résultats actuellement prévus.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

## Mesures financières non définies par les PCGR

CGI présente ses résultats financiers selon les PCGR. Toutefois, dans la présente analyse, nous utilisons des mesures financières qui ne sont pas définies par les PCGR, soit :

1. le bénéfice avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus – nets, gain à la vente d'actifs et impôts sur les bénéfices (« BAIL ajusté »);
2. le bénéfice net avant frais de réorganisation liée à des éléments spécifiques.

La direction de CGI utilise le BAIL ajusté pour évaluer le rendement de notre exploitation car cet indicateur nous renseigne sur l'efficacité de nos activités. On trouvera à la page 13 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

La direction utilise le bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques pour mesurer le rendement de notre exploitation en excluant l'effet des activités de réorganisation. On trouvera à la page 16 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

Ces mesures étant des indicateurs supplémentaires du rendement de la Société, la direction estime qu'elles fournissent une information utile aux investisseurs sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Elles leur procurent également des indicateurs de rendement qui leur permettent de comparer les résultats des périodes sans tenir compte des éléments exclus. Ces mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Elles doivent être considérées comme des données supplémentaires ne remplaçant pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR.

## Profil de l'entreprise

CGI, dont le siège social est situé à Montréal au Canada, mise sur un modèle éminemment souple et efficient de prestation des services pour fournir à des clients du monde entier un éventail complet de services en TI et en gestion des processus d'affaires (« GPA »). Le modèle de prestation des services de la Société lui permet de dispenser ses services dans les bureaux de ses clients ou à distance, par l'entremise de l'un de ses centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Nous possédons aussi des solutions d'affaires avancées qui nous aident à tisser des liens durables avec nos clients. Nous subdivisons généralement nos services en fonction des trois catégories ci-dessous.

- Services-conseils – CGI fournit une gamme complète de services de consultation en TI et en gestion, y compris dans les domaines de la transformation des affaires, de la planification stratégique des TI, de l'ingénierie des processus d'affaires et de l'architecture de systèmes.
- Intégration de systèmes – CGI intègre et adapte des technologies et des applications logicielles de pointe afin de créer des systèmes informatiques qui répondent aux besoins stratégiques de ses clients.
- Gestion des fonctions informatiques et d'affaires (impartition) – Nos clients nous délèguent la responsabilité totale ou partielle de leurs fonctions informatiques et de leurs processus d'affaires afin de réaliser des économies substantielles et d'avoir accès aux meilleures technologies de l'information tout en conservant la maîtrise de leurs stratégies en ces domaines. Dans le cadre de ce type d'entente, nous mettons en œuvre nos processus de qualité ainsi que nos pratiques exemplaires afin de rehausser l'efficacité des entreprises

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

clientes. En plus d'intégrer les activités des clients à notre réseau technologique, nous pouvons embaucher les informaticiens et les autres professionnels spécialisés qui étaient jusque-là à leur emploi, permettant ainsi aux entreprises clientes de se concentrer sur leur mission fondamentale. Les services fournis dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent englober un ou plusieurs des aspects suivants : le développement et l'intégration de nouveaux projets et de nouvelles applications; la maintenance et le soutien d'applications; la gestion des technologies (informatique d'entreprise et d'utilisateurs, services réseau); le traitement de transactions et la gestion de processus d'affaires pour des institutions financières et d'autres services tels que la gestion de la paie et la gestion des documents pour des clients de secteurs variés. Les contrats d'impartition, dont la durée est généralement de cinq à dix ans, sont habituellement renouvelables.

Nous subdivisons nos activités en deux secteurs d'affaires (outre notre unité des services corporatifs) : les services en TI et les services enGPA. Les paragraphes suivants présentent les principales activités de ces deux secteurs.

- Le secteur des services en TI propose à des clients d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie-Pacifique un éventail complet de services, y compris l'intégration de systèmes, les services-conseils et les services d'impartition. Nos professionnels et nos centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde fournissent également des services en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires à nos clients du monde entier dans le cadre de notre modèle de prestation des services à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer.
- Le secteur des services en gestion des processus d'affaires gère des processus d'affaires pour nos clients du secteur des services financiers et fournit d'autres services tels que la gestion de la paie et des documents.

## **Contexte concurrentiel**

Notre contexte concurrentiel ne s'est pas modifié de manière notable depuis le 30 septembre 2006. Veuillez consulter notre rapport annuel 2006 pour obtenir des précisions à ce sujet.

## **Vision, mission et stratégie**

Notre vision, notre mission et notre stratégie ne se sont pas modifiées de manière notable depuis le 30 septembre 2006. Veuillez consulter notre rapport annuel 2006 pour obtenir des précisions à ce sujet.

## **Variations trimestrielles**

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément révélatrices de nos résultats futurs. Veuillez consulter notre rapport annuel 2006 pour obtenir des précisions à ce sujet.

## **Nouveaux contrats, élargissements et renouvellements de contrats**

Voici un échantillon des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements de contrats dont CGI a annoncé la signature au cours du premier trimestre de l'exercice 2007.

- Le 4 octobre 2006 : renouvellement de contrat de cinq ans, d'une valeur de 65 millions \$ US, en vertu duquel CGI continuera à assurer l'hébergement, la maintenance des applications et l'exploitation de la solution du portail d'approvisionnement eVA du Commonwealth de Virginie.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

- Le 11 octobre 2006 : contrat de cinq ans, d'une valeur de 22,6 millions \$ US, en vertu duquel CGI prendra en charge l'hébergement et l'exploitation du système de gestion intégré (ERP) AMS Advantage<sup>MD</sup> pour l'État du Wyoming.
- Le 13 novembre 2006 : contrat d'une valeur de plus de 100 millions \$ visant la prolongation, de juin 2011 à juin 2016, de l'entente d'impartition des technologies de l'information liant CGI et la Banque Laurentienne du Canada.

## **Programme de renforcement de la position concurrentielle**

Comme nous l'avons annoncé le 29 mars 2006, la Société a adopté des mesures visant à alléger sa structure globale de coûts et à accélérer le développement de son modèle mondial de prestation des services, en raison notamment du fait que les produits provenant de BCE ont été inférieurs aux prévisions. La mise en œuvre de ce programme est maintenant terminée. En vertu de ce programme, CGI a aboli environ 1 150 postes, dont 150 au cours du premier trimestre de l'exercice 2007. La moitié des postes supprimés étaient associés à BCE et la plupart d'entre eux étaient situés dans les bureaux montréalais et torontois de CGI. Les autres réductions d'effectif sont liées à diverses mesures complémentaires d'allègement de la structure de coûts, y compris une rationalisation des services corporatifs.

Par ailleurs, la Société a accéléré la mise en place de son modèle mondial de prestation des services et a ainsi créé environ 250 nouveaux postes dans son réseau de centres d'excellence situés dans les provinces de l'Atlantique, dans le sud-ouest de la Virginie et en Inde, ce qui compensera partiellement les pertes d'emploi. Cet exercice a permis à l'entreprise de réduire encore davantage ses frais généraux et d'augmenter le taux d'utilisation de son effectif.

En plus de la provision constatée pendant l'exercice 2006, la Société a comptabilisé une dernière provision avant impôts de 23,0 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2007. Ces charges ont porté les coûts totaux du programme à 90,3 millions \$, ce qui correspond à peu de choses près aux estimations initiales. La Société prévoit toujours récupérer la provision totale en un an.

## **Rachat d'actions**

En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, entrée en vigueur le 31 janvier 2006, la Société a racheté 10 270 400 actions subalternes classe A à un prix moyen (cours plus commission) de 7,27 \$, pour un montant total de 74 661 095 \$; de ce nombre, 1 896 000 actions ont été rachetées pendant le premier trimestre de l'exercice 2007 en contrepartie d'une somme de 15 029 568 \$. Le 30 janvier 2007, le conseil d'administration de la Société a entériné, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et le rachat, au cours de la prochaine année, d'un maximum de 10 % des actions subalternes classe A de CGI détenues dans le public.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006

## Aperçu du premier trimestre

### Points saillants des résultats financiers trimestriels

| Trois mois terminés les   | 31 décembre<br>2006 | 30 septembre<br>2006 | 30 juin<br>2006 | 31 mars<br>2006 | 31 décembre<br>2005 |
|---|---------------------|----------------------|-----------------|-----------------|---------------------|
| Carnet de commandes <sup>1</sup> (en millions de dollars)   | <b>12 555</b>       | 12 722               | 13 303          | 13 686          | 12 901              |
| Nouveaux contrats signés (en millions de dollars)   | <b>769</b>          | 462                  | 787             | 1 746           | 1 002               |
| Produits  |                     |                      |                 |                 |                     |
| Produits (en milliers de dollars)   | <b>904 060</b>      | 845 820              | 866 504         | 866 836         | 898 463             |
| Variation des produits par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur, avant effet des variations des taux de change | <b>1,2 %</b>        | -4,0 %               | -3,4 %          | -2,4 %          | -1,3 %              |
| Rentabilité   |                     |                      |                 |                 |                     |
| Marge du BAII <sup>2</sup> ajusté   | <b>11,0 %</b>       | 10,8 %               | 9,0 %           | 7,2 %           | 8,8 %               |
| Marge bénéficiaire nette  | <b>4,8 %</b>        | 4,7 %                | 4,1 %           | 1,6 %           | 6,3 %               |
| Marge bénéficiaire nette avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques                                      | <b>6,5 %</b>        | 6,3 %                | 5,4 %           | 4,0 %           | 6,3 %               |
| Bénéfice de base et dilué par action (en dollars)   | <b>0,13</b>         | 0,12                 | 0,11            | 0,04            | 0,13                |
| Bénéfice de base et dilué par action avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en dollars)             | <b>0,18</b>         | 0,16                 | 0,14            | 0,10            | 0,13                |
| Bilan   |                     |                      |                 |                 |                     |
| Actifs totaux (en milliers de dollars)  | <b>3 849 136</b>    | 3 692 032            | 3 868 395       | 3 937 470       | 4 105 249           |
| Passifs à long terme totaux (en milliers de dollars)  | <b>1 271 244</b>    | 1 276 462            | 1 378 021       | 1 501 297       | 831 378             |
| Flux de trésorerie dégagés et structure financière  |                     |                      |                 |                 |                     |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation (en milliers de dollars)  | <b>166 417</b>      | 54 436               | 108 947         | 82 550          | 63 628              |
| Délai moyen de recouvrement des créances <sup>3</sup>   | <b>44</b>           | 52                   | 48              | 50              | 50                  |
| Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme <sup>4</sup>                            | <b>22,6 %</b>       | 27,2 %               | 25,5 %          | 28,2 %          | -                   |

1 – Le carnet de commandes tient compte des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements signés au cours de la période considérée, ainsi que des modifications de volumes, d'annulations et de fluctuations des taux de change ayant eu pour effet de modifier pendant la période les contrats en vigueur au début de la période; il exclut les travaux qui figuraient sur le carnet de commandes au début de la période mais qui avaient été exécutés à la fin de la période. Le carnet de commandes se fonde pour une part sur des estimations de la direction qui peuvent être modifiées de temps à autre.

2 – Le BAII ajusté n'est pas une mesure définie par les PCGR. Vous trouverez à la page 13 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006

- 3 – On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours, puis en divisant le résultat de cette opération par les produits comptabilisés pendant le trimestre, divisés par 90 jours.
- 4 – Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite des espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

## Résultats financiers

### Produits

#### Variation des produits

| Trois mois terminés les 31 décembre                     | 2006           | 2005    |
|---|----------------|---------|
| Produits <i>(en milliers de dollars)</i>                | <b>904 060</b> | 898 463 |
| Variation avant effet des variations des taux de change | <b>1,2 %</b>   | -1,3 %  |
| Effet des variations des taux de change                 | <b>-0,6 %</b>  | -2,0 %  |
| Variation par rapport à l'exercice antérieur            | <b>0,6 %</b>   | -3,3 %  |

Pendant le premier trimestre de l'exercice 2007, les produits ont totalisé 904,1 millions \$. En devises constantes, les produits ont progressé de 1,2 % (10,9 millions \$) par rapport au premier trimestre de l'exercice 2006. La croissance résulte surtout des nouveaux mandats que nos clients nouveaux et établis nous ont confiés. Elle découle aussi, dans une moindre mesure, de l'acquisition de Pangaea Systems Inc. (« Pangaea ») et de Plaut Consulting SAS (« Plaut ») pendant l'exercice 2006. L'effet de ces facteurs a toutefois été atténué par la baisse de 14.6 millions \$ des produits émanant de BCE, par rapport au trimestre correspondant un an plus tôt, et par l'impact de la vente de nos actifs de commutation électronique au premier trimestre de l'exercice 2006. La variation des taux de change a pour sa part diminué les produits de 0,6 % et par conséquent, au premier trimestre de l'exercice 2007, les produits ont enregistré une hausse nette de 0,6 %.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006

### Produits selon les secteurs d'affaires

| Trois mois terminés les 31 décembre  | 2006           | 2005    | Variation |
|--|----------------|---------|-----------|
| <i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>                                      | \$             | \$      | %         |
| Services en TI avant effet des variations des taux de change                               | <b>793 569</b> | 778 073 | 2,0       |
| Effet des variations des taux de change  | <b>(4 127)</b> | -       | -0,5      |
| Services en TI   | <b>789 442</b> | 778 073 | 1,5       |
| Services en gestion des processus d'affaires avant effet des variations des taux de change | <b>115 815</b> | 120 390 | -3,8      |
| Effet des variations des taux de change  | <b>(1 197)</b> | -       | -1,0      |
| Services en gestion des processus d'affaires   | <b>114 618</b> | 120 390 | -4,8      |
| Produits   | <b>904 060</b> | 898 463 | 0,6       |

Au premier trimestre de l'exercice 2007, en devises constantes, la variation des produits attribuables au secteur des services en TI est due principalement aux mandats que nos clients nouveaux et établis nous ont confiés. Elle résulte aussi de l'acquisition de deux sociétés spécialisées pendant l'exercice 2006. L'effet de ces facteurs a toutefois été atténué par la baisse des produits émanant de BCE.

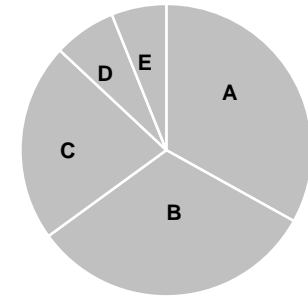
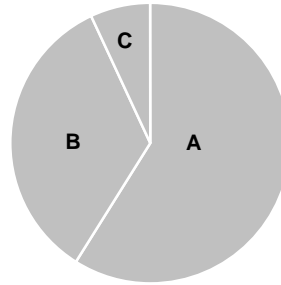
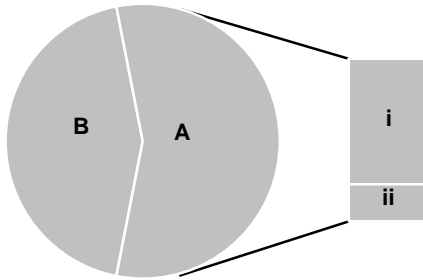
En devises constantes, la variation des produits émanant des services en gestion des processus d'affaires entre la période de trois mois terminée le 31 décembre 2006 et le trimestre correspondant un an plus tôt s'explique par la vente de nos actifs de commutation électronique en décembre 2005, qui a occasionné un manque à gagner de 5 millions \$, et par la baisse du volume d'opérations traitées pour nos clients du secteur de l'assurance. L'intensification des activités liées aux secteurs américains des gouvernements et des services de santé a atténué l'effet de ces facteurs.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006

## Répartition des produits

Les graphiques suivants fournissent des renseignements additionnels sur la répartition de nos produits.



| Types de contrats  | Origine géographique des clients  | Secteurs ciblés  |
|--|---|--|
| A. Gestion des TI et des processus d'affaires (impartition)<br>i) Services en TI 44 %<br>ii) Services en gestion des processus d'affaires 12 %<br>B. Intégration de systèmes et services-conseils 44 % | A. Canada 59 %<br>B. États-Unis 34 %<br>C. Europe et Asie-Pacifique 7 % | A. Services financiers 33 %<br>B. Gouvernements et services de santé 32 %<br>C. Télécommunications et services publics 22 %<br>D. Secteur manufacturier 7 %<br>E. Distribution et détail 6 % |

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006

### Produits émanant de BCE

Notre principal client, BCE, a fourni 12,3 % des produits totaux pendant le premier trimestre de l'exercice 2007, comparativement à 14,0 % au même trimestre de l'exercice antérieur.

### Charges d'exploitation

| Trois mois terminés les 31 décembre                            | 2006           | 2005    | Variation |
|--|----------------|---------|-----------|
| <i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>          | \$             | \$      | %         |
| Coûts des services et frais de vente et d'administration       | <b>764 038</b> | 776 847 | -1,6      |
| En pourcentage des produits                                    | <b>84,5 %</b>  | 86,5 %  |           |
| Charges d'amortissement  |                |         |           |
| Immobilisations  | <b>7 098</b>   | 8 454   | -16,0     |
| Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition | <b>3 904</b>   | 4 003   | -2,5      |
| Actifs incorporels à durée de vie limitée                      | <b>29 331</b>  | 30 413  | -3,6      |
| Charges d'amortissement totales                                | <b>40 333</b>  | 42 870  | -5,9      |

Pendant l'exercice 2006, la brusque diminution du volume de travail provenant de BCE a eu une incidence défavorable sur notre structure de coûts. Comme nous l'avons déjà mentionné, nous avons réagi à cette situation en déployant un programme visant à augmenter le taux d'utilisation de notre effectif et à réduire nos frais généraux. Le ratio des coûts des services et frais de vente et d'administration sur les produits enregistrés au premier trimestre de l'exercice 2007 tient compte des répercussions de ce programme; s'établissant à 84,5 %, ce ratio se compare à celui réalisé au quatrième trimestre de l'exercice 2006 (84,4 %), témoignant ainsi de l'efficacité durable du programme.

Le fléchissement des charges d'amortissement des immobilisations résulte, en majeure partie, de l'amortissement complet d'une partie du matériel informatique et d'une modification des méthodes utilisées pour comptabiliser certains équipements loués. La diminution de l'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée est surtout liée au fait que certains logiciels internes et certaines applications de gestion relationnelle des clients ont été entièrement amortis, l'effet de ces facteurs ayant toutefois été atténué par une charge d'amortissement associée à notre nouvelle solution d'affaires destinée au secteur du courtage.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006

### BAIL ajusté selon les secteurs d'affaires

| Trois mois terminés les 31 décembre  | 2006            | 2005     | Variation |
|--|-----------------|----------|-----------|
| <i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>  | \$              | \$       | %         |
| Services en TI   | <b>100 651</b>  | 86 458   | 16,4      |
| <i>En pourcentage des produits attribuables aux services en TI</i>                               | <b>12,7 %</b>   | 11,1 %   |           |
| Services en gestion des processus d'affaires   | <b>13 392</b>   | 13 163   | 1,7       |
| <i>En pourcentage des produits attribuables aux services en gestion des processus d'affaires</i> | <b>11,7 %</b>   | 10,9 %   |           |
| Siège social   | <b>(14 354)</b> | (20 875) | 31,2      |
| <i>En pourcentage des produits totaux</i>  | <b>-1,6 %</b>   | -2,3 %   |           |
| BAIL ajusté  | <b>99 689</b>   | 78 746   | 26,6      |
| <i>Marge du BAIL ajusté</i>  | <b>11,0 %</b>   | 8,8 %    |           |

Pour le premier trimestre de l'exercice 2007, la variation du BAIL ajusté des services en TI découle surtout des économies attribuables au programme de renforcement de la situation concurrentielle mis en place en mars 2006 et des travaux additionnels que des clients établis ou nouveaux nous ont confiés. La diminution du volume de travail émanant de BCE, à compter du deuxième trimestre de l'exercice 2006, a amoindri l'incidence de ces éléments.

En ce qui a trait au secteur des services en gestion des processus d'affaires, la variation du BAIL ajusté observée pendant la période de trois mois terminée le 31 décembre 2006, par rapport au trimestre correspondant un an plus tôt, résulte aussi du programme de renforcement de la situation concurrentielle mentionné précédemment et des travaux additionnels réalisés pour des clients établis ou nouveaux. L'effet de ces éléments a été atténué par les charges d'amortissement et d'entretien associées à une solution d'affaires mise au point pour le secteur du courtage, mise en marché au début de l'exercice 2006, par la baisse du volume d'opérations traitées pour nos clients du secteur de l'assurance, par la vente de nos actifs de commutation électronique et par les coûts de démarrage non capitalisés d'un nouveau contrat.

Le programme de renforcement de la situation concurrentielle que la Société a mis en œuvre explique la majeure partie de la diminution des charges du siège social au premier trimestre de l'exercice 2007.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006

### Bénéfice avant impôts sur les bénéfices

Le tableau ci-dessous fournit, pour les périodes indiquées, un rapprochement entre notre BAII ajusté et le bénéfice avant impôts sur les bénéfices, qui est présenté conformément aux PCGR au Canada.

| Trois mois terminés les 31 décembre                     | 2006            | 2005    | Variation |
|---|-----------------|---------|-----------|
| <i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>   | \$              | \$      | %         |
| BAII ajusté   | <b>99 689</b>   | 78 746  | 26,6      |
| Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques | <b>(23 010)</b> | -       | -         |
| Intérêts sur la dette à long terme                      | <b>(12 487)</b> | (4 589) | 172,1     |
| Autres revenus, nets                                    | <b>1 929</b>    | 1 915   | 0,7       |
| Gain à la vente d'actifs                                | -               | 11 033  | -         |
| Bénéfice avant impôts sur les bénéfices                 | <b>66 121</b>   | 87 105  | -24,1     |

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006

### Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

Au cours du trimestre, la Société a comptabilisé des charges de 23,0 millions \$ liées à son programme de renforcement de la situation concurrentielle. Le lecteur trouvera des précisions sur ce programme à la page 6.

Le tableau suivant présente la ventilation des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques qui ont été comptabilisés dans l'état des résultats pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2006.

|  | Cessations<br>d'emploi | Consolidation<br>et fermeture<br>d'installations | Total         |
|--|------------------------|--|---------------|
| <i>(en milliers de dollars)</i>                                    | \$                     | \$   | \$            |
| Services en TI   | 9 172                  | 6 700  | 15 872        |
| Services en gestion des processus<br>d'affaires                    | 166                    | 5 328  | 5 494         |
| Siège social   | 1 677                  | 446  | 2 123         |
| Contribution de BCE  | (479)                  | -  | (479)         |
| <b>Frais de réorganisation liés à<br/>des éléments spécifiques</b> | <b>10 536</b>          | <b>12 474</b>                                    | <b>23 010</b> |

Le tableau suivant présente la ventilation des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques comptabilisés dans l'état des résultats depuis le début de la mise en œuvre du programme de réorganisation.

|  | Cessation<br>d'emploi | Consolidation<br>et fermeture<br>d'installations | Total         |
|--|-----------------------|--|---------------|
| <i>(en milliers de dollars)</i>                                    | \$                    | \$   | \$            |
| Services en TI   | 59 906                | 19 447   | 79 353        |
| Services en gestion des processus<br>d'affaires                    | 2 509                 | 5 643  | 8 152         |
| Siège social   | 9 571                 | 3 200  | 12 771        |
| Contribution de BCE  | (10 000)              | -  | (10 000)      |
| <b>Frais de réorganisation liés à<br/>des éléments spécifiques</b> | <b>61 986</b>         | <b>28 290</b>                                    | <b>90 276</b> |

# **Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation**

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

## **Intérêts sur la dette à long terme**

La hausse des intérêts sur la dette à long terme constatée pendant le trimestre correspond à l'augmentation de la dette à long terme. La tranche supplémentaire empruntée a été tirée des facilités de crédit de la Société pour financer le rachat de 100 millions d'actions avec droit de vote subalternes classe A de CGI, alors détenues par BCE, pendant le deuxième trimestre de l'exercice 2006.

## **Gain à la vente d'actifs**

Pendant le premier trimestre de l'exercice 2006, nous avons enregistré un gain de 11,0 millions \$ sur la vente de nos actifs de commutation électronique.

## **Impôts sur les bénéfices**

Les impôts sur les bénéfices se sont élevés à 22,4 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2007, soit une baisse de 7,8 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux d'imposition s'est établi à 33,9 % pour le premier trimestre de l'exercice 2007, comparativement à 34,7 % au même trimestre un an plus tôt. La baisse d'impôts découle surtout des frais de réorganisation engagés pendant le premier trimestre de l'exercice 2007 en marge de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle. Le fléchissement du taux d'imposition est surtout lié au fait que le gain réalisé à la vente de nos actifs de commutation électronique avait produit des bénéfices avant impôts additionnels au premier trimestre de l'exercice 2006 ainsi qu'à l'effet des modifications des taux de taxation promulguées.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006

### Bénéfice

Le tableau ci-dessous comprend un rapprochement entre le bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques et le bénéfice net tiré des activités poursuivies présenté conformément aux PCGR au Canada.

| Trois mois terminés les 31 décembre  | 2006               | 2005         | Variation |
|--|--------------------|--------------|-----------|
| <i>(en milliers de dollars à moins d'indication contraire)</i>   | \$                 | \$           | %         |
| Bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques   | <b>58 361</b>      | 56 908       | 2,6       |
| <i>Marge</i>   | <i>6,5 %</i>       | <i>6,3 %</i> |           |
| Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques  | <b>(23 010)</b>    | -            | -         |
| Incidence fiscale des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques  | <b>8 330</b>       | -            | -         |
| Bénéfice net   | <b>43 681</b>      | 56 908       | -23,2     |
| <i>Marge</i>   | <i>4,8 %</i>       | <i>6,3 %</i> |           |
| Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation <i>(de base)</i>              | <b>330 451 267</b> | 430 487 345  | -23,2     |
| Bénéfice de base et dilué par action avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques <i>(en dollars)</i> | <b>0,18</b>        | 0,13         |           |
| Bénéfice de base et dilué par action <i>(en dollars)</i>   | <b>0,13</b>        | 0,13         |           |

La diminution du bénéfice net au premier trimestre de l'exercice 2007, comparativement au premier trimestre de l'exercice 2006, découle principalement des charges supplémentaires liées au programme de restructuration et des intérêts associés à la dette à long terme. La variation du BAII ajusté a limité l'effet de ces deux éléments.

En raison du rachat d'actions de BCE et du rachat sur le marché libre, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base de CGI a diminué de 23,2 % à la fin du premier trimestre de l'exercice 2007, comparativement à la fin du trimestre correspondant de l'exercice précédent. À la fin du premier trimestre de l'exercice 2007, le nombre total d'actions en circulation s'élevait à 329 109 118 incluant 78 900 actions rachetées à la fin du premier trimestre mais qui n'étaient pas encore payées ni annulées à la fin de ce premier trimestre.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006

## Liquidités et ressources en capital

CGI finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'émission de dette, l'utilisation de ses facilités de crédit et l'émission d'actions. L'un de nos principaux objectifs financiers est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant efficacement nos actifs, nos passifs et nos flux de trésorerie.

Au 31 décembre 2006, les espèces et quasi-espèces se chiffraient à 146,6 millions \$. Le tableau qui suit présente les points saillants des périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2006 et 2005.

| Trois mois terminés les 31 décembre                                      | 2006      | 2005     | Variation |
|--|-----------|----------|-----------|
| <i>(en milliers de dollars)</i>  |           |          |           |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation                | 166 417   | 63 628   | 102 789   |
| Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement               | (28 617)  | (32 291) | 3 674     |
| Flux de trésorerie affectés aux activités de financement                 | (114 681) | (8 526)  | (106 155) |
| Effet des variations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces | 7 713     | (322)    | 8 035     |
| Augmentation nette des espèces et quasi-espèces                          | 30 832    | 22 489   | 8 343     |

## Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 166,4 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2007 alors qu'ils s'établissaient à 63,6 millions \$ au même trimestre un an plus tôt. La hausse de 102,8 millions \$, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2006, correspond au moment auquel d'importants clients ont effectué leurs paiements, dans un contexte où le délai moyen de recouvrement des créances a diminué de six jours. Elle est aussi attribuable à des remboursements d'impôts sur les bénéfices ainsi qu'à des paiements liés à des contrats d'assurance et d'entretien de logiciels effectués au cours du premier trimestre de l'exercice 2006.

## Activités d'investissement

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, la Société a affecté 28,6 millions \$ à ses activités d'investissement, ce qui représente une baisse de 3,7 millions \$ par rapport aux sorties de fonds de 32,3 millions \$ enregistrées au même trimestre un an plus tôt. Cette variation

## **Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation**

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

découle principalement de la diminution des montants investis dans les immobilisations et dans les coûts liés à des contrats. La hausse des sommes consacrées aux actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme a toutefois atténué l'impact de ce facteur.

Les montants investis dans les immobilisations comprenaient surtout des améliorations locatives d'une valeur de 7,2 millions \$, principalement dans le contexte du regroupement et de l'optimisation de nos bureaux à Fairfax. De plus, afin de soutenir la mise en œuvre de nos nouveaux contrats d'impartition, nous avons consacré 1,0 million \$ à l'achat de matériel informatique, soit 3,2 millions \$ de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La somme de 2,6 millions \$ investie dans les coûts liés à des contrats pendant le premier trimestre de l'exercice 2007, qui englobe principalement les coûts de démarrage capitalisés de certains contrats d'impartition entrepris au cours de la dernière année, représente une baisse de 3,4 millions \$ par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur.

Au premier trimestre de l'exercice 2007, les investissements dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme totalisaient 20,1 millions \$, comparativement à 16,3 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice 2006. La majeure partie de ces investissements visait des solutions d'affaires (12,2 millions \$) et des licences d'utilisation de logiciels (2,5 millions \$) acquises dans le but de fournir des services d'impartition à nos clients. En tout, les investissements dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme ont augmenté de 3,8 millions \$, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2006, en raison surtout des sommes engagées pour acheter et mettre au point des solutions d'affaires.

Au cours du trimestre, nous avons aussi engagé des frais de recherche de 6,7 millions \$, incorporés à nos coûts des services et frais de vente et d'administration. Les frais de recherche servent à explorer des possibilités d'application des nouvelles technologies, ou encore à imaginer, sur le plan conceptuel, des prototypes ou des processus novateurs susceptibles de mener à des solutions utiles pour les clients établis ou nouveaux. Les frais de recherche et de développement bruts combinés ont totalisé 18,9 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2007, comparativement à 14,9 millions \$ au même trimestre de l'exercice précédent.

### **Activités de financement**

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 114,7 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2007, soit une hausse de 106,2 millions \$ comparativement à 8,5 millions \$ au même trimestre de l'exercice précédent. La hausse résulte surtout du remboursement d'une tranche de 92,2 millions \$ de nos facilités de crédit et de l'affectation de 21,5 millions \$ à l'achat d'actions en circulation de CGI, dans le contexte de notre programme de rachat d'actions.

### **Obligations contractuelles**

Nous assumons des obligations contractuelles assorties de dates d'échéance variées. Ces obligations sont principalement liées à la location de bureaux, au matériel informatique utilisé pour exécuter les contrats d'impartition et aux ententes de service à long terme. À l'exception de légères fluctuations qui s'inscrivent dans le cours normal des activités de la Société, la valeur de ces obligations contractuelles n'a pas varié de manière importante par rapport aux chiffres présentés dans notre rapport annuel 2006 qui présentent notre situation à la fin du dernier exercice terminé le 30 septembre 2006.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006

## Liquidités et ressources en capital

|  | Engagement total | Disponibles au<br>31 décembre 2006 | Prélevées au<br>31 décembre 2006 |
|--|------------------|------------------------------------|----------------------------------|
| <i>(en milliers de dollars)</i>                              | \$               | \$                                 | \$                               |
| Espèces et quasi-espèces                                     | -                | 146 561                            | -                                |
| Facilités de crédit renouvelables non garanties <sup>1</sup> | 1 000 000        | 472 898                            | 527 102 <sup>2</sup>             |
| Marges de crédit et autres facilités <sup>1</sup>            | 29 565           | 29 565                             | -                                |
| <b>Total</b>   | <b>1 029 565</b> | <b>649 024</b>                     | <b>527 102<sup>2</sup></b>       |

1 – À l'exclusion de toute facilité de crédit qui pourrait être détenue par des entités dont CGI n'est pas l'actionnaire majoritaire.

2 – Se compose de la tranche utilisée des facilités de crédit (497,1 millions \$) et de lettres de crédit (30,0 millions \$).

Notre situation de trésorerie et nos marges de crédit bancaires suffisent au financement de notre stratégie de développement. Au 31 décembre 2006, les espèces et quasi-espèces se chiffraient à 146,6 millions \$ et les facilités de crédit disponibles totalisaient 502,5 millions \$. Les quasi-espèces comprennent généralement des effets de commerce, des fonds du marché monétaire et des dépôts à terme, ainsi que des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur émis par les grandes banques canadiennes, tous assortis d'une échéance initiale inférieure à trois mois.

La dette à long terme totale a diminué de 84,7 millions \$ au cours du trimestre pour s'établir à 728,6 millions \$ au 31 décembre 2006, comparativement à 813,3 millions \$ au 30 septembre 2006. La variation est surtout attribuable au remboursement d'une tranche de 92,2 millions \$ de nos facilités de crédit et aux fluctuations des taux de change des devises étrangères par rapport au dollar canadien.

Les ententes de crédit à long terme sont assorties de clauses restrictives nous obligeant à maintenir certains ratios financiers. Au 31 décembre 2006, CGI respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ses ententes de crédit à long terme.

## Indicateurs de la situation de trésorerie et des ressources en capital

|   | Au<br>31 décembre 2006 | Au<br>31 décembre 2005 |
|---|------------------------|------------------------|
| Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme | 22,6 %                 | -                      |
| Délai moyen de recouvrement des créances <i>(en jours)</i>                          | 44                     | 50                     |
| Rendement du capital investi <sup>1</sup>   | 6,7 %                  | 8,6 %                  |

1 – Le taux de rendement du capital investi représente le BAII ajusté après impôts et frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques des quatre derniers trimestres divisé par la moyenne du capital investi (la somme de l'avoir des actionnaires et de la dette moins les espèces et quasi-espèces) au cours des quatre derniers trimestres.

# **Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation**

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

S'établissant à 22,6 %, le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme a augmenté comparativement à la même date un an plus tôt, en raison surtout de la dette supplémentaire contractée pendant l'exercice 2006 pour racheter des actions de CGI.

Le délai moyen de recouvrement des créances s'est situé à 44 jours au 31 décembre 2006, soit six jours de moins qu'au 31 décembre 2005, en conséquence surtout du moment auquel des clients importants ont effectué leurs paiements.

Le taux de rendement du capital investi s'est établi à 6,7 % pour le premier trimestre, soit une baisse de 1,9 % par rapport au même trimestre de l'exercice 2006. Ce fléchissement est surtout attribuable aux frais de réorganisation et à la baisse du volume de travail émanant de BCE au cours des 12 derniers mois, comparativement à la période de douze mois précédente.

## **Instruments de financement hors bilan et garanties**

Nous n'utilisons pas d'instruments de financement hors bilan sauf dans le cas des contrats de location-exploitation visant les bureaux, le matériel informatique et les véhicules. Conformément aux PCGR, ni les passifs liés à ces contrats ni les actifs sous-jacents ne sont constatés au bilan car les modalités des baux ne correspondent pas aux critères qui justifieraient leur capitalisation. Nous concluons des ententes en vertu desquelles nous fournissons à des tiers des engagements liés à notre performance opérationnelle ou financière dans le cadre de la vente d'actifs, de garanties accordées lors de cessions d'entreprises et de contrats conclus avec le gouvernement américain.

Dans le cours normal de nos activités, il peut arriver que nous fournissions à certains clients, principalement des entités gouvernementales, des cautionnements de soumissions et d'exécution. En règle générale, nous ne serions responsables du montant des cautionnements de soumissions que si nous refusons de réaliser les projets après que nos soumissions aient été acceptées. Nous serions également responsables du montant des cautionnements d'exécution en cas de défaut dans l'exécution de nos engagements. Au 31 décembre 2006, nous avons émis des cautionnements totalisant 90,9 millions \$. Nous croyons que nous nous conformons aux obligations d'exécution qui nous incombent en vertu de tous les contrats de services assortis de cautionnements de soumissions et d'exécution auxquels nous sommes parties; nous estimons également que les charges totales que nous serions susceptibles d'assumer en raison de ces cautionnements, le cas échéant, n'auraient pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation consolidés ni sur notre situation financière.

## **Capacité de livrer les résultats**

Nous estimons que nous possédons les ressources en capital et les liquidités nécessaires pour tenir nos engagements et respecter nos obligations présentes tout en soutenant notre exploitation et en finançant nos stratégies de croissance. Nous croyons également que nous disposons de ressources non financières nécessaires pour atteindre nos objectifs de croissance continue. Ces ressources comprennent une équipe de direction solide dont le taux de roulement historique est très faible, des cadres évolués de gestion assurant l'observation continue des normes élevées de service à la clientèle et la formation continue des gestionnaires, ainsi que des processus de qualité qui nous aident à intégrer et à conserver les nouveaux membres que nous accueillons à la suite de l'obtention de grands contrats d'impartition ou d'acquisitions.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006

## Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, CGI est partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce une influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %. Le tableau qui suit présente la part revenant à CGI des activités d'Innovaposte et des soldes qui en découlent, constatés aux prix du marché.

| <b>Innovaposte</b>                 |               |        |
|------------------------------------|---------------|--------|
| Trois mois terminés le 31 décembre | <b>2006</b>   | 2005   |
| <i>(en milliers de dollars)</i>    |               |        |
| Produits                           | <b>26 919</b> | 25 649 |
| Débiteurs                          | <b>9 886</b>  | 4 613  |
| Travaux en cours                   | <b>2 831</b>  | 1 781  |
| Coûts liés à des contrats          | <b>15 616</b> | 16 719 |
| Créditeurs et charges à payer      | <b>147</b>    | -      |
| Produits reportés                  | <b>578</b>    | 1 043  |

## Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers intermédiaires consolidés pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2006 sont non vérifiés et comprennent tous les ajustements que la direction de CGI juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie.

La présentation de ces états financiers intermédiaires n'est pas entièrement conforme à tous les égards aux PCGR qui s'appliquent aux états financiers annuels consolidés. Ainsi, les états financiers intermédiaires consolidés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 septembre 2006. Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés selon les mêmes conventions comptables que celles des états financiers annuels consolidés de l'exercice terminé le 30 septembre 2006.

## Estimations comptables importantes

La note 2 accompagnant les états financiers consolidés vérifiés au 30 septembre 2006 décrit les estimations comptables importantes que la Société utilise. La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR au Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif inscrits, sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le procédé de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer des résultats présentés.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006

| Éléments sur lesquels les estimations ont une incidence | Bilans consolidés | États consolidés des résultats |  |                          |   |                          |
|---|-------------------|--------------------------------|--|--------------------------|---|--------------------------|
|   |                   | Produits                       | Coûts des services et frais de vente et d'administration | Amortissement/ Radiation | Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques | Impôts sur les bénéfices |
| Provision pour créances douteuses                       | X                 |                                | X  |                          |   |                          |
| Écart d'acquisition                                     | X                 |                                |  | X                        |   |                          |
| Impôts sur les bénéfices                                | X                 |                                |  |                          |   | X                        |
| Créditeurs et charges à payer                           | X                 |                                | X  |                          |   |                          |
| Les passifs liés aux intégrations                       | X                 |                                | X  |                          |   |                          |
| Constatation des produits                               | X <sup>1</sup>    | X                              |  |                          |   |                          |
| Coûts liés à des contrats                               | X                 | X                              |  | X                        |   |                          |
| Crédits d'impôt à l'investissement                      | X                 |                                | X  |                          |   |                          |
| Dépréciation d'actifs à long terme                      | X                 |                                |  | X                        |   |                          |
| Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques | X                 |                                |  |                          | X   |                          |

1 – Débiteurs et travaux en cours

### Provision pour créances douteuses

La Société établit une provision pour créances douteuses quand elle estime que le recouvrement de sommes dues par des clients est improbable. La Société réexamine périodiquement sa provision pour créances douteuses à la lumière d'une analyse des comptes en souffrance individuels, de la ventilation chronologique des comptes clients, de son expérience historique des recouvrements et d'une évaluation de la solvabilité des clients. La faillite d'un client ou la présence de problèmes de trésorerie chez un client, l'existence d'un litige avec un client et l'appartenance d'un client à un secteur économique en difficulté font partie des indices signalant qu'un recouvrement est improbable.

### Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, au niveau de l'unité d'exploitation concernée, au moins une fois l'an et en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer leur valeur comptable. Les tests de dépréciation nécessitent une comparaison entre la juste valeur et la valeur comptable de l'unité d'exploitation. L'estimation de la juste valeur d'une unité d'exploitation se fonde sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés au moyen d'hypothèses importantes approuvées par la direction telles que les flux de trésorerie futurs, les prévisions relatives à la croissance, les valeurs finales et les taux d'actualisation. Des modifications importantes des estimations ou des hypothèses servant aux tests de dépréciation de l'écart d'acquisition n'auraient pas d'incidence sur les états consolidés des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

## **Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation**

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

### *Impôts sur les bénéfices*

La Société établit les actifs et les passifs d'impôts futurs à court terme et à long terme conformément aux législations fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront vraisemblablement au moment où il est prévu que l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les lois et règles fiscales qui s'appliquent sont soumises à l'interprétation de la Société, qui évalue périodiquement la valeur finale de réalisation des impôts futurs résultant d'écart temporels entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs ainsi que des pertes fiscales reportées. Pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôts futurs se réalise, la Société doit estimer ses revenus imposables futurs. Les montants ultimes des impôts futurs et de la charge d'impôts pourraient différer substantiellement des montants portés au bilan car ils dépendent des résultats d'exploitation futurs de la Société ainsi que de ses interprétations des lois fiscales.

### *Créditeurs et charges à payer*

La Société a comptabilisé des charges à payer pour tenir compte des coûts de restructuration et d'intégration des entreprises qu'elle a acquises et d'autres passifs dont l'estimation repose pour une grande part sur le jugement. Quand la Société établit une provision en marge d'une poursuite entamée ou éventuelle, d'obligations liées à une garantie ou d'autres passifs possibles, elle se fonde sur la possibilité d'un gain ou d'une perte dont elle demeurera incertaine jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou ne se réalisent pas. La résolution de cette incertitude peut confirmer la diminution ou la constatation d'un passif. La Société calcule les charges à payer sur la base des précédents historiques, des tendances courantes et d'autres hypothèses qui lui semblent raisonnables dans les circonstances.

### *Les passifs liés aux intégrations*

Les passifs liés aux intégrations se composent surtout de provisions liées à des baux visant des locaux que des entreprises acquises occupaient et que la Société a l'intention de quitter. La direction de la Société estime les coûts liés à la résiliation des baux à la date de l'acquisition de l'entreprise et rectifie la provision initiale dès qu'elle obtient tous les renseignements pertinents. Les taux d'actualisation et la possibilité de sous-louer les locaux à des tiers font partie des principales hypothèses utilisées pour déterminer cette provision. Pour calculer la valeur actualisée des paiements prévus, la Société a utilisé l'hypothèse que le taux d'actualisation correspondrait au taux d'intérêt applicable à ses billets non garantis. La possibilité de sous-louer les bureaux inoccupés a été évaluée sur la base de l'expérience de la direction de la Société et des connaissances de ses conseillers relativement aux régions considérées et aux caractéristiques des locaux.

De plus, diverses réclamations et poursuites ont été entamées contre la Société dans le cours normal de ses activités ou héritées d'entreprises acquises. Certaines de ces procédures pourraient occasionner des coûts importants. La Société détermine s'il est pertinent de comptabiliser une perte ou de faire état de la réclamation ou de la poursuite dans ses états financiers en tenant compte, entre autres, de la période pendant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits, du degré de probabilité d'une issue défavorable et de la possibilité d'estimer la perte avec une justesse raisonnable.

### *Constatation des produits*

Dans le cas des ententes structurées selon la méthode du degré d'avancement des travaux, la constatation des produits et des coûts exige qu'on exerce des jugements et qu'on établisse des estimations. Cette méthode se fonde sur des estimations des coûts et des bénéfices tout au long de l'exécution des ententes, y compris l'estimation des ressources et des coûts nécessaires pour achever les travaux. En outre, si l'on détermine que les coûts totaux liés à un contrat seront plus élevés que les produits totaux émanant de ce contrat, on comptabilise une provision équivalant à la perte, et ce, dès la période où la probabilité d'une perte devient manifeste. Dans le cas de contrats visant la

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

prestation de services de plusieurs catégories différentes, la Société évalue également si la ventilation des produits entre les diverses catégories correspond à la juste valeur relative de chacune des catégories. Elle constate ensuite les produits attribuables à chaque catégorie, comme s'il s'agissait de plusieurs contrats distincts visant chacun une seule catégorie de services. La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des ententes et les estimations sous-jacentes.

## *Coûts liés à des contrats*

Certains coûts engagés lors du démarrage d'un contrat d'impartition sont reportés et amortis sur la durée du contrat. Ces coûts comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition. Dans ce contexte, la Société établit entre autres des estimations et des hypothèses visant à calculer les flux de trésorerie prévus afin d'évaluer si elle pourrait vraisemblablement recouvrer ces coûts liés à des contrats en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer leur valeur comptable. Pour évaluer les possibilités de recouvrement, la Société calcule la valeur non actualisée des flux de trésorerie estimés du contrat sur sa durée restante et compare le résultat de cette opération à la valeur comptable du contrat. Le fait de modifier des estimations ou des hypothèses touchant un ou plusieurs contrats n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

## *Crédits d'impôt à l'investissement*

La Société considère les crédits d'impôt remboursables sur les salaires ainsi que les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement qu'elle reçoit comme des crédits d'impôt à l'investissement car ils en respectent les critères. La Société est soumise à des vérifications annuelles visant à déterminer si elle exerce des activités admissibles à des crédits d'impôt en vertu de divers programmes gouvernementaux et à quels montants elle a droit. La Société évalue périodiquement les charges admissibles aux crédits d'impôt ainsi que la conformité de ses activités aux critères des programmes gouvernementaux.

## *Dépréciation d'actifs à long terme*

La Société évalue la possibilité de recouvrer les actifs à long terme, tels que les actifs incorporels à durée de vie limitée et les immobilisations, si des événements ou des circonstances nouvelles risquent de l'empêcher de récupérer leur valeur comptable. Dans le cas des actifs incorporels à durée de vie limitée tels que les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations avec les clients, les estimations et hypothèses incluent le calcul de la durée appropriée de la période d'amortissement des coûts capitalisés, sur la base de la vie utile estimée de ces actifs, l'estimation des flux de trésorerie futurs attribuables à ces actifs, et l'évaluation de ces éléments par rapport aux soldes non amortis. Dans le cas des logiciels internes faisant partie des actifs incorporels à durée de vie limitée et dans le cas des immobilisations, on détermine la durée appropriée de la période d'amortissement en estimant pendant quel laps de temps la Société pourra utiliser ces actifs de façon continue. Pour évaluer la possibilité de recouvrer les coûts capitalisés des logiciels, la Société doit estimer les produits futurs, les coûts ainsi que les flux de trésorerie futurs, positifs et négatifs. Si les estimations ou les hypothèses utilisées dans le cadre des tests de dépréciation des actifs à long terme étaient modifiées, cela n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

## *Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques*

La Société a annoncé un programme visant à réduire son effectif et à fermer et regrouper certains de ses bureaux. Ce programme, qui a pour but de réduire les coûts et d'accroître la rentabilité de la Société, a été mis sur pied en conséquence du fait que le volume de travail provenant de BCE est moins important que prévu. Les charges comptabilisées à cet égard pendant la période considérée comprennent des

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

indemnités de départ ainsi que les coûts liés au regroupement et à la fermeture de certains bureaux. La constatation de ces charges exige que la direction porte des jugements et fasse des estimations touchant la nature et les montants des coûts, ainsi que le moment auquel ils seront engagés. Dans le cas des locaux qui ont été abandonnés ou sous-loués, les coûts estimés des baux représentent la différence entre les loyers futurs à payer et les produits de sous-location estimés. Nous évaluerons les charges liées aux bureaux fermés et aux indemnités de départ à la date de clôture de chaque période comptable afin de nous assurer que les montants comptabilisés demeurent appropriés.

## Modifications comptables

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel qui s'appliquent aux périodes intermédiaires débutant le 1<sup>er</sup> octobre 2006 ou après cette date.

- a) Le chapitre 3855, Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation, établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Tous les actifs financiers, sauf ceux classés comme détenus jusqu'à leur échéance et prêts et créances, et les instruments financiers dérivés doivent être mesurés à leur juste valeur. Tous les passifs financiers doivent être mesurés à leur juste valeur lorsqu'ils sont classés comme détenus à des fins de transaction, sinon ils sont mesurés au coût. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés.
- b) Le chapitre 1530, Résultat étendu, et le chapitre 3251, Capitaux propres. Le résultat étendu représente la variation de l'actif net d'une entreprise au cours d'une période découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les actionnaires de l'entreprise. Il comprend des éléments qui seraient normalement exclus du bénéfice net, notamment les variations de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes et les gains ou pertes non réalisés sur des placements disponibles à la vente. Ce chapitre établit comment présenter et divulguer le résultat étendu et ses composantes. Le chapitre 3251, Capitaux propres, remplace le chapitre 3250, Surplus, et décrit les normes concernant la présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres qui découlent des nouvelles exigences du chapitre 1530, Résultat étendu. À la suite de l'adoption de ces normes, les états financiers consolidés incluent un résultat étendu. Les états financiers comparatifs sont retraités pour refléter l'application de ce chapitre pour les variations des soldes de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes.
- c) Le chapitre 3865, Couvertures, établit des normes qui précisent quand il convient d'appliquer la comptabilité de couverture. L'objectif de la comptabilité de couverture est d'assurer que tous les gains, les pertes, les produits et les charges liés à un dérivé et à l'élément qu'il couvre sont comptabilisés à l'état des résultats au cours de la même période. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

## Modifications comptables futures

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel qui s'appliqueront aux périodes intermédiaires débutant le 1<sup>er</sup> octobre 2007 ou après cette date :

- a) Le chapitre 3862, Instruments financiers – informations à fournir, établit les informations à fournir pour évaluer l'importance des instruments financiers au regard de la situation financière et de la performance financière de l'entité; et la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

- b) Le chapitre 3863, Instruments financiers - présentation, établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers. Il reprend les normes de présentations établies par le chapitre 3861, Instruments financiers – informations à fournir et présentation. La Société ne s'attend pas à ce que l'adoption de cette nouvelle norme ait une incidence importante sur les états financiers consolidés.
- c) Le chapitre 1535, Informations à fournir concernant le capital, établit des normes pour la fourniture d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Le chapitre décrit les informations à fournir sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'entité, ainsi que les données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital. Le chapitre a dans ses objectifs de savoir si l'entité s'est conformée aux exigences en matière de capital, et sinon, les conséquences de cette inapplication. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

## **Instruments financiers**

La Société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation. La Société a recours à des instruments financiers afin de couvrir l'investissement net dans ses filiales étrangères. Le gain ou la perte de change provenant de l'investissement net est comptabilisé à titre d'écart de conversion. Le gain ou la perte de change réalisé et non réalisé sur les instruments financiers qui couvrent l'investissement net est également comptabilisé à titre d'écart de conversion.

## **Risques et incertitudes**

Nous sommes confiants quant aux perspectives d'avenir à long terme de la Société. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, qui influeraient sur notre capacité de réaliser notre vision stratégique et nos objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération afin d'évaluer les perspectives d'avenir de la Société à titre de placement.

## **Risques liés à notre secteur d'activité**

Concurrence pour l'obtention des contrats – Nous gérons toutes les dimensions de nos affaires de façon disciplinée. Une part croissante de nos méthodes est codifiée dans le cadre de la certification ISO 9001. Nos processus de gestion ont été mis au point pour nous permettre de respecter nos normes élevées en nous assurant que nos employés livrent de façon constante des biens et des services conformes aux spécifications. Ils se fondent sur les valeurs solides qui sous-tendent notre culture d'entreprise axée sur les clients. Ils contribuent au taux élevé de succès de CGI en matière d'obtention et de renouvellement des contrats. En outre, nous comprenons à fond les enjeux stratégiques propres aux cinq secteurs que nous ciblons, ce qui améliore notre position concurrentielle. CGI est un chef de file du secteur des services en TI et en gestion des processus d'affaires au Canada, et nous continuons à renforcer notre position sur le marché américain en conjuguant la croissance interne et les acquisitions. Depuis trois ans, nos revenus provenant des États-Unis et des marchés internationaux ont augmenté notablement; nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Cependant, la concurrence demeurant très vive sur le marché des services en TI et de l'impartition des processus d'affaires, nul ne peut garantir que nous continuerons à remporter de nouveaux contrats.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

Longueur du cycle de vente des grands contrats d'impartition – Les contrats d'impartition devenant de plus en plus considérables et complexes, la Société constate un allongement des cycles de vente. Alors que le cycle moyen durait auparavant de 6 à 18 mois, il dure à présent de 12 à 24 mois. L'allongement du cycle de vente pourrait nous empêcher d'atteindre nos cibles de croissance.

Disponibilité et coût des professionnels qualifiés – Le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande au sein du secteur des TI. Au fil des ans, nous avons réussi à attirer et à retenir un personnel compétent grâce à notre culture d'entreprise, à nos valeurs solides, à l'importance que nous accordons au développement professionnel ainsi qu'à notre programme de rémunération axé sur le rendement. De surcroît, nous avons mis en œuvre un programme complet visant le recrutement et la conservation de professionnels qualifiés et dévoués. Nous croyons que CGI est un employeur de premier choix du secteur des services en TI. Nous recrutons également des professionnels qualifiés par l'entremise des contrats d'impartition que nous remportons et des acquisitions d'entreprises.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques – Nous nous efforçons de demeurer à l'avant-garde du secteur des TI et de nous mouler ainsi à l'évolution des besoins de nos clients. Nous y parvenons en tablant sur divers moyens : une spécialisation dans cinq secteurs économiques cibles; des alliances commerciales non exclusives avec d'importants fournisseurs de logiciels et d'équipements, ainsi que des alliances stratégiques avec des partenaires majeurs; le développement de solutions en TI exclusives qui répondent aux impératifs concurrentiels de nos clients; la formation permanente de notre personnel et des transferts continus de compétences entre bureaux et professionnels de la Société; et les acquisitions d'entreprises qui nous procurent un savoir-faire supplémentaire ou une portée géographique accrue.

Risque d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui – Nous ne pouvons pas avoir la certitude que nos services et nos offres ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui et il peut arriver que des poursuites alléguant une violation de ces droits soient intentées contre nous. Ces poursuites pourraient s'avérer coûteuses, nuire à notre réputation et nous empêcher de fournir certains services ou offres. Nous établissons avec nos clients des contrats de licence leur accordant le droit d'utiliser la propriété intellectuelle; ces contrats comprennent un engagement à indemniser le titulaire de la licence contre la responsabilité et les dommages résultant des réclamations de tiers touchant des manquements à l'égard des brevets, des droits d'auteur, des marques de commerce ou des secrets commerciaux. Dans certaines circonstances, le montant de ces réclamations pourrait être plus élevé que les revenus provenant du client. Que nous soyons tenus responsables ou non de dommages, les réclamations et les poursuites en ce domaine pourraient entraîner des coûts élevés et des pertes de temps importantes, ternir notre réputation ou nous obliger à conclure des ententes en matière de redevances ou des contrats de licence. Si nous étions empêchés de vendre ou d'utiliser des produits ou des services incorporant un logiciel ou une technologie faisant l'objet d'un litige, cela pourrait nous faire perdre des revenus ou nous obliger à assumer des charges supplémentaires afin de modifier ces produits et services avant de les intégrer à de nouveaux projets.

Incapacité de protéger entièrement nos droits de propriété intellectuelle – Notre réussite est tributaire, entre autres, de notre capacité de protéger nos méthodologies exclusives ainsi que d'autres biens intellectuels dont nous nous servons pour fournir nos services. En règle générale, CGI cherche à utiliser les brevets et les autres moyens raisonnables et nécessaires de protection et d'optimisation de ses actifs intellectuels. CGI fait reconnaître ses droits liés à la possession et à l'utilisation de sa raison sociale, des noms de ses produits, de ses logotypes et des autres signes dont elle se sert pour identifier ses produits et services sur le marché. Dans le cours normal de nos activités, nous demandons et obtenons l'inscription de nos marques de commerce auprès du *U.S. Patent and Trademark Office* et des autres

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

organismes responsables du droit des marques dans le monde. Néanmoins, dans certains pays où nous exerçons nos activités, il peut arriver que les lois ne protègent pas entièrement nos droits de propriété intellectuelle. De plus, malgré nos efforts, les mesures que nous prenons pour protéger nos droits de propriété intellectuelle peuvent s'avérer insuffisantes pour prévenir ou décourager les atteintes à ces droits ou empêcher l'appropriation illicite de nos biens intellectuels. Il peut aussi arriver que nous ne détectons pas l'utilisation non autorisée de nos biens intellectuels ou que nous ne prenons pas les mesures convenables pour assurer le respect de nos droits de propriété intellectuelle.

## **Risques liés à notre entreprise**

Fluctuations liées aux secteurs d'activité – Les acquisitions et d'autres transactions peuvent faire fluctuer la composition de nos produits, en ce qui a trait à l'apport relatif des projets de plus courte durée (les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils) et à celui des contrats de plus longue durée (les mandats d'impartition). Si le poids relatif des projets d'intégration de systèmes et de services-conseils augmentait, il pourrait en résulter une variation plus prononcée des produits d'un trimestre à l'autre.

Risque financier et risque d'exploitation associés aux marchés internationaux – Nous gérons des activités dans 16 pays et moins de 10 % de notre chiffre d'affaires provient de l'extérieur de l'Amérique du Nord. Nous croyons que nos assises de gestion favorisent l'efficacité et l'homogénéité de notre exploitation à l'échelle mondiale; ces assises comprennent des cadres de gestion et des processus dont les dirigeants de nos unités d'affaires se servent pour gérer leurs rapports avec nos membres et nos clients. Cependant, l'envergure de nos activités internationales nous rend tributaires de plusieurs facteurs qui pourraient intervenir : les fluctuations des taux de change; les mesures de contrôle des prix ou les restrictions sur l'échange de devises étrangères; le fardeau résultant de l'obligation d'observer un vaste éventail de lois nationales et locales différentes; les incertitudes liées à la diversité des cultures et des pratiques commerciales dans les différentes régions du monde; la multiplicité et le caractère parfois contradictoire des lois et des règlements, notamment en matière de fiscalité; les pertes d'exploitation que la Société pourrait subir dans certains pays dans le cadre du développement de son infrastructure mondiale de prestation des services et le fait que ces pertes ne seraient pas nécessairement déductibles des revenus aux fins de l'impôt; l'absence, sur certains territoires, de lois efficaces pour protéger nos droits de propriété intellectuelle; les restrictions sur la circulation d'espèces ou d'autres actifs; les restrictions touchant l'importation ou l'exportation de certaines technologies; les restrictions visant le rapatriement des bénéficiaires; l'instabilité politique, sociale et économique, y compris les menaces liées au terrorisme et aux pandémies. Nous avons mis en place une stratégie d'opérations de couverture visant à nous protéger, dans la mesure du possible, du risque de change. À l'exception des produits financiers utilisés dans le cadre de notre stratégie d'opérations de couverture, nous ne participons pas au marché des instruments financiers dérivés. Même si nous estimons disposer de processus efficaces de gestion dans tous nos bureaux partout dans le monde, n'importe lequel des risques auxquels nos activités internationales nous exposent ou l'ensemble de ces risques pourraient se réaliser et provoquer une baisse de notre rentabilité.

Capacité d'intégrer avec succès les entreprises acquises et les mandats d'impartition – Ayant acquis un grand nombre de sociétés depuis la fondation de CGI, nous estimons que l'intégration d'équipes et d'activités fait maintenant partie de nos compétences de base. Notre approche de gestion disciplinée, fondée pour une large part sur nos cadres de gestion, joue un rôle important dans l'intégration harmonieuse des ressources humaines des sociétés acquises et des activités qui nous sont confiées en impartition. Au 31 décembre 2006, la majorité de nos activités avaient obtenu la certification ISO 9001.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

Changements importants touchant les principales entreprises clientes, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions d'entreprises – À l'exception de BCE, de ses filiales et de ses sociétés affiliées, aucune société ni aucun groupe de sociétés ne représente plus de 10 % de nos produits totaux.

Risque de résiliation anticipée des contrats – Si nous n'exécutons pas nos mandats conformément aux ententes contractuelles conclues avec nos clients, certains clients pourraient décider de résilier leurs contrats avant la date d'échéance prévue, ce qui aurait pour effet de réduire notre bénéfice ainsi que nos flux de trésorerie et pourrait avoir une incidence sur la valeur de notre carnet de commandes. Notre feuille de route démontre notre capacité de combler ou de surpasser les attentes de nos clients. Nous gérons nos activités d'une manière professionnelle. Nous rédigeons nos contrats de façon à délimiter clairement nos responsabilités et à atténuer les risques. En outre, certains de nos contrats d'impartition comportent des dispositions permettant aux clients de les résilier pour des raisons de commodité, en cas de changement d'intention de leur part ou en cas de changement de contrôle de CGI.

Risque de crédit associé à la concentration des créances clients — Une portion substantielle de nos revenus (12,3 % au premier trimestre de l'exercice 2007) provient des filiales et sociétés affiliées de BCE. Nous estimons toutefois que nous ne sommes pas exposés à un risque important de crédit, en raison notamment de notre bassin vaste et diversifié de clients.

Risque lié aux contrats visant des projets à court terme – CGI tire une partie de ses produits de contrats visant des projets d'une durée relativement restreinte. CGI gère tous ses contrats en fonction de son Cadre de gestion du partenariat client, un ensemble structuré de processus qui aide les équipes à appliquer des normes homogènes d'excellence à tous les projets. En vertu de ce cadre de gestion, la Société procède avec beaucoup de rigueur afin d'estimer avec justesse les coûts des mandats. Cependant, une portion substantielle des mandats est fondée sur des prix fixes. Dans ces cas, la facturation des travaux s'effectue selon les modalités du contrat signé avec le client et les revenus sont constatés en fonction du pourcentage de l'effort engagé par rapport aux coûts totaux estimés pour la durée du contrat. Lorsque nous présentons une soumission pour ce type de mandat, nous estimons les coûts et les heures de travail nécessaires pour compléter le projet. Nos estimations se fondent sur notre appréciation de l'efficacité avec laquelle nous pourrions déployer nos méthodologies et nos professionnels pour réaliser le projet considéré. En cas d'augmentation des coûts, de coûts imprévus ou de retards, y compris des retards attribuables à des facteurs sur lesquels nous n'avons pas d'emprise, la rentabilité des contrats à prix fixe peut être réduite ou annulée.

Risque associé aux garanties – Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes qui peuvent comporter des engagements d'indemnisation ou des garanties lors de transactions telles que la prestation de services-conseils ou de services d'impartition, la cessation d'activités commerciales, les contrats de location ou la constitution d'engagements financiers. Ces engagements d'indemnisation ou garanties peuvent nous obliger à dédommager nos cocontractants des coûts ou des pertes résultant de diverses circonstances telles que le défaut de respecter les engagements ou la violation d'une garantie, l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les réclamations qui peuvent surgir dans le cadre de la prestation des services ou des poursuites qui pourraient être entamées contre les cocontractants.

Risque lié aux crédits d'impôt – L'acquisition du contrôle de CGI pourrait rendre la Société inadmissible aux crédits d'impôt provinciaux associés à la Cité du commerce électronique et à la Cité Multimédia à Montréal, au Carrefour de la nouvelle économie au Saguenay et au Carrefour national des nouvelles technologies de Québec.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

Risque associé aux affaires émanant des administrations publiques – Les réorientations des politiques de dépenses publiques ou des priorités budgétaires des gouvernements fédéraux, provinciaux ou d'états pourraient avoir une incidence directe sur nos résultats financiers. Plusieurs facteurs sont susceptibles de réduire l'ampleur de nos activités auprès des administrations publiques, notamment : la réduction des contrats accordés par les gouvernements à des firmes de services-conseils et de services en technologie; une diminution substantielle des dépenses touchant l'ensemble des gouvernements ou certains ministères ou organismes en particulier; l'adoption de nouvelles lois ou de nouveaux règlements visant les sociétés qui fournissent des services aux gouvernements; les délais d'acquittement de nos factures par les bureaux de paiement gouvernementaux; la conjoncture économique et politique en général. Ces facteurs et d'autres pourraient avoir pour effet de diminuer nos revenus futurs en incitant les ministères et organismes gouvernementaux à diminuer leurs contrats d'achat, à exercer leur droit de mettre fin à des contrats, à émettre des ordres de suspension temporaire des travaux ou à s'abstenir d'exercer leur droit de renouveler des contrats. Notre clientèle du secteur gouvernemental est très diversifiée puisque nous avons des contrats en vigueur avec plusieurs ministères et organismes gouvernementaux différents, aux États-Unis et au Canada. Néanmoins, en cas de réduction des dépenses des gouvernements ou de compressions budgétaires au sein de ces ministères et organismes, il pourrait arriver que la rentabilité continue de ces contrats ou la possibilité d'obtenir des contrats supplémentaires des mêmes sources soient compromises.

Poursuites liées à nos travaux – Nous créons, déployons et entretenons des solutions en TI qui sont souvent essentielles aux activités commerciales de nos clients. Il peut arriver que des retards, des renégociations, de nouvelles exigences des clients ou des délais nous empêchent de réaliser de grands projets de la manière prévue. De tels problèmes pourraient donner lieu à des poursuites qui auraient une incidence défavorable sur nos activités commerciales, sur nos résultats d'exploitation, sur notre situation financière et sur notre réputation professionnelle. Nos contrats contiennent ordinairement des dispositions limitant le risque de poursuites liées à nos services et aux applications que nous réalisons. Il se pourrait que ces dispositions ne nous protègent pas ou ne soient pas applicables dans certaines circonstances ou en vertu des lois en vigueur à certains endroits.

## **Risques liés aux acquisitions d'entreprises**

Mise en œuvre de notre stratégie d'acquisition – Le succès de notre stratégie de croissance est lié pour une bonne part à notre capacité d'acquérir de plus petites entreprises servant des segments particuliers, afin d'approfondir nos compétences et d'élargir nos offres de service, ainsi que de grandes entreprises qui augmenteront notre masse critique aux États-Unis et en Europe. Nous ne pouvons pas garantir que nous continuerons à trouver des cibles d'acquisition, que nous réaliserons de nouvelles acquisitions ni que les sociétés que nous acquerrons, le cas échéant, s'intégreront harmonieusement à CGI et augmenteront tangiblement la valeur de l'entreprise conformément aux attentes. En l'absence d'acquisitions supplémentaires, il est peu probable que notre croissance future corresponde à notre croissance passée ou aux prévisions.

La tâche que la direction est appelée à accomplir afin d'instaurer des normes, des mécanismes de contrôle, des procédures et des politiques uniformes dans toutes nos unités d'affaires est fort complexe et potentiellement accaparante. L'intégration d'entreprises peut occasionner des difficultés d'exploitation inattendues, des dépenses non planifiées et des problèmes de responsabilité. En outre, dans la mesure où la direction est tenue d'accorder beaucoup de temps, d'attention et de ressources à l'intégration d'activités, d'équipes et de technologies, il est possible que nous n'arrivions pas à maintenir la qualité habituelle du service offert aux clients établis et que cela ait un impact défavorable sur nos revenus ainsi que sur nos bénéfices.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

## **Risques de marché**

Risque économique – Un ralentissement économique pourrait occasionner une diminution de nos produits. L'intensité des activités de nos clients, qui est tributaire de la conjoncture économique, a une incidence sur nos résultats d'exploitation. Nous ne pouvons prédire ni les répercussions de la conjoncture économique actuelle sur nos revenus futurs, ni le moment où une reprise marquée surviendra. Pendant les périodes de récession, il arrive fréquemment que nos clients et nos clients éventuels annulent, réduisent ou reportent des contrats en cours, ou encore qu'ils retardent l'octroi de nouveaux mandats. Généralement, les entreprises réduisent aussi l'ampleur des projets informatiques qu'elles entreprennent pendant les périodes de difficultés économiques, ce qui se traduit par une réduction du nombre d'implantations technologiques et de l'importance des mandats. En raison du nombre restreint de mandats pendant un ralentissement, la concurrence s'intensifie ordinairement. Il peut alors arriver que les prix diminuent si certains concurrents, surtout ceux qui disposent de ressources financières importantes, réduisent leurs taux pour maintenir ou accroître leur part du marché. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse de nos prix, de nos produits et de notre rentabilité.

## **Intégrité de la présentation des résultats**

Notre direction assume la responsabilité de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés, garantissant que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables. Les devoirs du conseil d'administration englobent l'évaluation de l'intégrité des systèmes internes de contrôle et d'information de la Société.

La Politique d'entreprise de CGI en matière de communication de l'information, un document que la Société a officiellement entériné, vise à sensibiliser le conseil d'administration, la haute direction et les employés à l'égard de l'approche de CGI en matière de divulgation. Le conseil d'administration a créé le Comité de supervision de la politique de communication de l'information qui veille à satisfaire aux exigences en matière de divulgation des organismes de réglementation et supervise les pratiques de divulgation de la Société.

Le Comité de vérification et de gestion des risques de CGI se compose entièrement d'administrateurs indépendants respectant les exigences de la Bourse de New York et de la Bourse de Toronto en matière d'indépendance et d'expérience. Le comité de vérification et de gestion des risques assume notamment les responsabilités suivantes : a) revoir tous nos documents publics présentant des résultats financiers vérifiés et non vérifiés; b) examiner et évaluer l'efficacité de nos principes et pratiques comptables en ce qui a trait à la présentation des résultats financiers; c) examiner et surveiller nos procédures, programmes et politiques de contrôle interne, et évaluer leur pertinence ainsi que leur efficacité; d) soumettre au conseil d'administration de CGI des recommandations relatives à la nomination des vérificateurs externes, attester leur indépendance, réviser les modalités de leur mission et discuter régulièrement avec eux; e) examiner les procédures de vérification; f) assumer toute autre responsabilité généralement attribuée aux comités de vérification et de gestion des risques ou confiée au comité par notre conseil d'administration.

Comme nous l'avons expliqué dans notre rapport annuel 2006, la Société a évalué au 30 septembre 2006 l'à-propos et l'efficacité des procédés qu'elle utilise pour communiquer l'information et des mécanismes dont elle se sert pour contrôler la communication de l'information, sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef de la direction financière. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que ces procédés et mécanismes sont appropriés et efficaces, et qu'ils procurent un degré raisonnable d'assurance que les renseignements importants sur la Société et ses filiales consolidées leur seraient communiqués par d'autres personnes au sein de ces entités. Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2006, nous n'avons apporté à ces procédés et mécanismes aucune

## **Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation**

*Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2006*

modification ayant eu pour effet ou raisonnablement susceptible d'avoir pour effet d'altérer les contrôles internes de la Société relatifs à la présentation des résultats.

### **Poursuites judiciaires**

De temps à autre, la Société est partie à des litiges dans le cours normal de ses activités. Au 31 décembre 2006, la Société n'a aucun motif de s'attendre à ce que l'issue de poursuites judiciaires en cours ait des répercussions défavorables importantes sur sa situation financière, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.